2025-10-20-01 : Clôture du budget annexe photovoltaïque

L'an deux mille vingt cinq, le vingt octobre à 19 heures 00, en application des articles L.5211-2 et L. 5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Vallées du Haut-Anjou, sous la Présidence de Monsieur Etienne Glémot, Président.

Département de Maineet-Loire

Étaient présents :

Valérie AVENEL, Marie-Ange FOUCHEREAU, Pierre-Pascal BIGOT, Jean PAGIS, Virginie DUGAST, Sébastien DROCHON, Vincent PETIT, Patrice TROISPOILS, Pascal CRUBLEAU, Frédérique LEHON, Juanita FOUCHER, Vincent REBILLARD, David GEORGET, Vincent VIGNAIS, Etienne GLÉMOT, Marie-Claude HAMARD, Muriel NOIROT, Nooruddine MUHAMMAD, Christelle BURON, Christian MASSEROT, Véronique LANGLAIS, Maryline LÉZÉ, Marc-Antoine DRIANCOURT, Estelle BASTARD, Michel POMMOT, Brigitte OLIGNON, Virginie GUICHARD, Joël ESNAULT, Florence MARTIN, Antoine MICHEL, Christelle LAHAYE, Catherine BELLANGER-LAMARCHE, Jean-Pierre BRU, Mireille POILANE

Arrondissement de Segré-en-Anjou-Bleu

Membr	es en exercice :49
Memb	ores présents :34
	Pouvoirs :6
(Quorum :25
3	Votants :40
V	otes pour :40
Vo	otes contre :0
A	Abstention :0
	de convocation : 14/10/2025
	te d'affichage: 4 NOV. 2025

Étaient excusés :

Jacques BONHOMMET, Yamina RIOU, Rachel SANTENAC, Dominique FOUIN, Emmanuel CHARLES, Annick HODEE, Michel BOURCIER Diana LEPRON, Dominique MENARD, Françoise PASSELANDE, Isabelle CHARRAUD, Alain BOURRIER, Marie-Hélène LEOST, Liliane LANDEAU, Jean-Marie JOURDAN

Pouvoirs:

Yamina RIOU donne pouvoir à Patrice TROISPOILS, Rachel SANTENAC donne pouvoir à Véronique LANGLAIS, Dominique FOUIN donne pouvoir à Maryline LÉZÉ, Emmanuel CHARLES donne pouvoir à Virginie GUICHARD, Annick HODÉE donne pouvoir à Catherine BELLANGER-LAMARCHE, Michel BOURCIER donne pouvoir à Jean-Pierre BRU

Secrétaire de séance : Nooruddine MUHAMMAD

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

SUR proposition du Président ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 1412-1 :

VU les statuts de la Communauté de Communes des Vallées du Haut Anjou :

VU l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable au budget annexe «photovoltaïque»;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2025-03-27-14 en date du 27 mars 2025 relative au vote du budget primitif du budget annexe « photovoltaïque » pour l'année 2025 ;

VU l'axe 4 du Projet de Territoire dit « renouveler la gouvernance du territoire et poursuivre l'ouverture aux acteurs du territoire » ;

VU l'engagement de la labellisation Lucie 26000 « mettre en place une gouvernance responsable » ;

CONSIDERANT que l'article L.1412-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise, depuis la loi n°2025-391 du 30 avril 2025, que l'obligation de créer un budget annexe ne s'applique pas dans le cadre d'un projet d'installation d'énergies renouvelables ;

CONSIDERANT la proposition de clôturer le budget annexe « photovoltaïque » au 31 décembre 2025 ;

ENTENDU l'exposé de Monsieur GLÉMOT, rapporteur,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité, décide :

- D'approuver la clôture du budget annexe « photovoltaïque » au 31 décembre 2025 ;
- D'approuver l'intégration du bilan et des résultats du budget annexe « photovoltaïque » tels qu'ils seront déterminés dans son compte financier unique arrêté au 31 décembre 2025, dans le budget principal;
- D'autoriser le comptable public à comptabiliser les opérations de dissolution du budget annexe photovoltaïque puis à comptabiliser les opérations d'intégration du bilan et des résultats du budget annexe photovoltaïque dans le budget principal;
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document utile à l'application de la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre

Fait et délibéré en séance le 20 octobre 2025 au Lion d'Angers,

Etienne Glémot

Président

Nooruddine Muhammad

uhanmac

Secrétaire de Séance

2/2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans les deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.